



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

PSA Peugeot-Citroën

Question au Gouvernement n° 21

Texte de la question

PSA

M. le président. La parole est à M. Daniel Goldberg, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Daniel Goldberg. Monsieur le ministre du redressement productif, les annonces faites jeudi dernier par la direction de PSA heurtent tout le pays. À l'angoisse de huit mille familles pour leur devenir et celui de leurs enfants s'ajoute la détresse des dizaines de milliers de salariés qui occupent des emplois induits.

Avec la fermeture du site d'Aulnay-sous-Bois, c'est toute la Seine-Saint-Denis qui est blessée. Je veux vous dire ici, avec Gérard Ségura, maire d'Aulnay-sous-Bois, avec Jean-Pierre Blazy, député du Val-d'Oise, et avec nos collègues d'Ille-et-Vilaine, Marie-Anne Chapdelaine et Jean-René Marsac, notre détermination à rester aux côtés des salariés pour refuser ce plan insupportable - dans tous les sens du terme.

Pendant des mois, le précédent gouvernement, complice de la direction de PSA (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe UMP*), ne souhaitait qu'une chose : laisser passer les élections. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*) Pendant des mois, nous lui avons demandé d'agir et d'écouter les organisations syndicales qui décrivaient les suppressions de postes à venir et la fermeture d'un site industriel. Ce temps précieux qui a été perdu aurait été utile pour prendre des mesures préventives.

Cette vérité, chers collègues de l'UMP, je vais vous la rappeler. Ici, même, le 15 novembre dernier, Éric Besson, alors ministre de l'industrie, déclarait : " Faisons attention à ne pas nourrir des inquiétudes infondées. D'abord, il n'y a pas de fermetures de sites : PSA a explicitement redit ce matin qu'Aulnay ne fermerait pas. Il n'y a pas non plus de plan social. PSA ne prévoit aucun licenciement ni aucun plan de départ volontaire. " (*Huées sur les bancs du groupe SRC.*) Chers collègues de l'opposition, voilà les déclarations que vous applaudissiez en novembre ; osez faire de même aujourd'hui !

Monsieur le ministre, j'ai entendu les déclarations de Jean-Marc Ayrault et du Gouvernement ainsi que les propos sévères de François Hollande. Ils redonnent du respect et de la dignité aux ouvriers menacés.

Pouvez-vous dire comment vous comptez agir afin de faire reculer PSA, de défendre notre appareil productif et de proposer un avenir aux salariés concernés ?

M. le président. La parole est à M. le ministre du redressement productif.

M. Arnaud Montebourg, *ministre du redressement productif*. Monsieur le député, je vous remercie pour la franchise de votre question. (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Elle montre comment ce dossier a été géré, à l'instar de beaucoup d'autres : en enfouissant sous le tapis de la République des problèmes qu'il nous faut maintenant affronter, et nous les affronterons courageusement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

En l'état, les justifications apportées par la direction de Peugeot, que ce soit dans la presse ou lorsqu'elle s'est pour la première fois exprimée dans le cadre du dialogue social et de la négociation syndicale, ne sont pas suffisantes. Nous ne savons même pas où Peugeot veut nous emmener. Attendons-nous le rebond ou sommes-nous sur un toboggan ? S'agit-il d'un repli ? Peut-être faudra-t-il tout recommencer dans trois ans. Dois-je rappeler en effet à Mme la députée d'Ille-et-Vilaine qu'il y a trois ans les salariés du site de Rennes ont déjà payé très cher en subissant la suppression de 1 700 emplois ?

Monsieur Goldberg, avant de prendre position, nous souhaitons tout mettre sur la table, y compris avec les actionnaires et la famille Peugeot qui ont, je le crois, un certain nombre de choses à nous dire.

(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.) Je ne manquerai pas de les inviter au ministère pour que nous puissions en discuter.

La négociation, le recalibrage et le reformatage de tout ce qui nous paraîtra abusif, tels seront les maîtres mots de notre ligne de conduite.

M. Philippe Cochet. Baratin !

M. Arnaud Montebourg, *ministre*. Pour le reste, nous pensons que la nation doit se rassembler autour du sauvetage et de la défense de Peugeot-Citroën. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [M. Daniel Goldberg](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (10^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 21

Rubrique : Automobiles et cycles

Ministère interrogé : Redressement productif

Ministère attributaire : Redressement productif

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [18 juillet 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [18 juillet 2012](#)